CAUSE COMMUNE

JOURNAL DE LA FÉDÉRATION DES COMMUNISTES LIBERTAIRES DU NORD-EST (NEFAC)

WWW.NEFAC.NET — GRATUIT — NUMÉRO 7, ÉTÉ 2005

LE CRÉTINISME PARLEMENTAIRE

Alors que des questions fondamentales animent la rue, que des conflits majeurs pointent à l'horizon, le débat politique se résume de plus en plus à deux colonnes de chiffres et à une stratégie de communication. Bienvenue dans le merveilleux monde du crétinisme parlementaire!

Duceppe et Layton ne valent pas mieux que les autres. Peut être vous souvenez-vous de la campagne électorale de l'été passé. Gilles Duceppe, du Bloc, et Jack Layton, du NPD, s'entendaient comme larron en foire et concentraient le gros de leurs attaques contre les libéraux et les conservateurs. Ah, la belle gauche social-démocrate que voilà...

Un an plus tard, ils se sont révélés aussi menteurs et opportunistes que Harper et Martin. Le NPD de Jack Layton a redonné une virginité au gouvernement libéral en échange de 4,6 milliard $ sur deux ans dans différents secteurs (comme le logement et l'environnement). Quant au Bloc de Gilles Duceppe, il a fait alliance avec la droite dure canadienne, au risque de la voir prendre le pouvoir, dans le but de renverser les libéraux et peut-être faire élire une poignée de députés de plus. Les bloquistes ont fait de l'opposition au budget une «question de principe», alors même que l'amendement du NPD allait dans le sens de leur plate-forme électorale. Étant condamné à l'opposition perpétuelle, on aurait pu croire le Bloc immunisé contre les virages à droite à répétition du PQ. Mais non!

Pourtant, le mouvement souverainiste se présente de plus en plus «à gauche». On avait déjà eu droit à Landry nous expliquant que la gauche «réaliste» milite au Parti Québécois. Or voilà que les idées du club politique «Syndicalistes et progressistes pour un Québec libre» (SPQ-Libre) triomphent au congrès du PQ. Tous les commentateurs l'ont souligné: le PQ s'est doté d'un programme résolument social-démocrate lors de son congrès.

Il ne servait sans doute plus à rien de brandir la «modernisation de l'État» et la «refondation du modèle québécois», surtout quand l'on sait le sort qui a été réservé à la réingénierie libérale. *Quid* des réflexions d'un André Boisclair et d'un Joseph Faycal qui, il y a 3 ans, voulaient «recentrer» le parti un peu plus à droite? C'est qu'à l'époque, l'ADQ avait le vent dans les voiles...

Vu de Québec ou, pire, de Rivière-du-Loup, l'ADQ n'a rien d'une balloune dégonflée. Pendant que la gauche est «à la mode» à Montréal et dans les médias «nationaux», c'est le populisme de droite qui prend racine dans l'est du Québec. Il y avait déjà le «caractère disctinct» du paysage radiophonique de Québec (i.e. la radio poubelle), voilà que ça se met à transparaître dans les enquêtes d'opinion et dans les mouvements sociaux. Tous les mouvements de grève qui ont secoué le Québec ont eu du mal à s'enraciner à Québec, que ce soit les étudiantEs, les éducatrices en garderies ou bien les profs du primaire et du secondaire.

Le populisme de droite se nourrit de la désillusion et de la frustration des gens par rapport à la politique et aux institutions. Il y a bien sûr un fond de vérité dans leur critique de l'État, des lourdeurs bureaucratiques et des élites syndicalo-péquistes. Le problème c'est que cette colère est systématiquement détournée vers des boucs émissaires nullement responsables de la situation («syndicaleux», «b.s.», immigrants, «fonfons», etc.) et que les «solutions» proposées vont systématiquement à l'encontre des intérêts de la «classe moyenne» qui est la cible première de toute cette propagande. Le populisme adéquiste n'est que le revers de la médaille de la «social-démocratie» péquiste. Il s'agit en fait d'un cheval de Troie permettant de faire assimiler par les classes populaires des idées allant globalement dans le sens des intérêts de certaines couches capitalistes.

La période qui s'annonce risque d'être turbulente. D'une part, nous sommes au beau milieu d'une montée des luttes. Il y a très clairement une polarisation sociale à l'oeuvre un peu partout. D'autre part, il semble de plus en plus clair que nous sommes à l'orée d'un nouveau cycle de mobilisation sur la question nationale. Les gens sont tellement écoeurés, avec raison, de la gestion libérale tant à Ottawa qu'à Québec, que la souveraineté gagne du terrain par défaut. Il ne serait pas surprenant que la question nationale vienne occulter tout le reste à brève échéance.

Comment pouvons nous résister aux vents contraires? Comment survivre dans un environnement qui risque de devenir de plus en plus hostile aux idées libertaires? Comment couper l'herbe sous le pied aux populistes, tout en développant une position de classe capable de damer le pion aux deux nationalismes qui s'affronteront? Nous sommes d'avis qu'il faudra de plus en plus regrouper nos forces éparpillées. Une diffusion encore plus large de ce journal pourrait être un premier pas dans cette direction. Qui veut mettre la main à la



LE MOUVEMENT ZAPATISTE DE NOUVEAU EN MARCHE !

Mobilisation et alerte rouge au Chiapas.

Le 19 juin dernier, le représentant de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN), le sous-commandant Marcos, décrétait l'alerte rouge ainsi que le déclenchement d'une mobilisation générale dans ses rangs, en vue de franchir une nouvelle étape dans la lutte.

Surgi de la forêt Lacandone le 1er janvier 1994, il y a plus de 11 ans, le mouvement zapatiste exerce une influence croissante sur les mouvements sociaux en Amérique latine. Autonomie, contre-pouvoir, autogestion : autant d'idées-forces que le zapatisme a mis en pratique et qui questionnent l'ensemble des mouvements sociaux et politiques anticapitalistes. Mais voilà qu'après huit ans d'organisation sociale interne, l'appel à la mobilisation générale est déclenchée. Selon Marcos, les trois dernières années ont permis à l'Armée zapatiste de s'organiser pour ainsi être capable de faire face «à une attaque ou à une action de l'ennemi qui décapiterait la direction actuelle ou tenterait de nous annihiler complètement». Il poursuit en indiquant que la guérilla zapatiste est désormais prête à franchir «une nouvelle étape dans la lutte». La zone d'alerte touche uniquement la région montagneuse du Chiapas, c'est-à-dire une petite partie située au Sud-Est du Mexique. L'Armée zapatiste de libération nationale, en décrétant l'alerte rouge sur son territoire, demande à l'ensemble des ressortissants, collaborateurs, ONG, tant mexicains qu'internationaux, de «quitter les territoires rebelles ou, si c'est leur volonté, d'y rester à leurs risques et périls»[1].

...Suite en page 4

L'anarchie de A à Z

« G » COMME GRATUITÉ

Dans un système capitaliste qui ne reconnaît et ne valorise que les rapports marchands, l'idée même de gratuité est interdite. La plupart du temps, on doit payer pour obtenir un bien ou un service, même ceux de première nécessité. Pensons seulement à ce que nous mangeons: à défaut d'avoir de l'argent, nous sommes réduitEs à quémander dans les soupes populaires ou les banques alimentaires pour pouvoir survivre. Hormis certains services municipaux, il n'y a guère que les soins de santé et l'éducation primaire et secondaire qui soient encore «gratuits» au Québec. Et encore, les médicaments et les soins dentaires coûtent une beurrée, sans parler du fait qu'il faut dépenser chaque année un peu plus pour envoyer nos marmots à l'école ou à la garderie. En revendiquant la gratuité des programmes sociaux (éducation, santé, transport en commun, culture), les anarchistes vont à contre-courant des dogmes néolibéraux. Mais au delà de ces réformes, nous pensons également que la gratuité doit s'étendre à tout ce qui est fondamental pour assurer notre développement et celui de la société, notamment le logement et la nourriture, ce qui ne va pas sans une remise en question du système capitaliste.

De nos jours, on peine à imaginer comment était la vie aux temps de nos parents ou de nos grands-parents. À défaut de pouvoir compter sur un système d'éducation public, les pauvres étaient contraintEs à s'agenouiller devant le curé du village pour avoir une bourse afin de poursuivre leurs études. On hypothéquait sa santé, faute d'argent pour recevoir les soins appropriés, même les plus élémentaires. La lutte pour la survie occupait toute la place, du berceau jusqu'à notre lit de mort. À force de lutter pour des conditions de vie décentes, le peuple a fini par imposer à l'État la prise en charge des soins de santé et de l'éducation afin d'en permettre l'accès universel, c'est-à-dire à toutes et tous, peu importe le revenu. Pierre angulaire de l'universalité, la gratuité permet de remédier en partie aux inégalités sociales générées par le fonctionnement du système capitaliste. Ce n'est pas pour rien que des générations entières ont trimé dur pour l'obtenir !

De nos jours, le principe d'universalité est chaque jour remis en question. Chaque nouvelle mesure visant à introduire la facturation d'un coût dans utilisation de services sociaux a pour conséquence d'accroître le fossé entre les conditions de vie de la classe dominante et celles des exploitéEs. Ce conflit incessant entre les droits de la majorité et les privilèges d'une minorité de possédants est au cœur de la lutte des classes aujourd'hui. Les contre-réformes néolibérales des 20 dernières années se sont attaquées aux avancées « démocratiques » réalisées de peine et de misère. Par une réforme de la fiscalité permettant la maximisation des profits pour les grandes entreprises, l'État a réussi le tour de force de faire reposer la majeure partie des coûts du système sur les épaules de la classe ouvrière. Cette manière de socialiser les déficits et de privatiser les profits a largement contribué à éliminer ce qui était gratuit. Avec un certain cynisme, ces attaques ont été réalisées au nom même de la «survie des programmes sociaux» ! En mettant l'emphase sur le concept «d'utilisateur-payeur», les capitalistes sont parvenus à forger l'idée que chaque citoyenNE est avant tout unE consommateur/consommatrice. Comme chaque bien produit par le système capitaliste à un prix, pourquoi en serait-il autrement pour les services «fournis» par l'État à la population ? Il n'y a plus qu'un pas à franchir pour privatiser les services publics, tout particulièrement les plus rentables. C'est précisemment ce qui se produit sous nos yeux.

Chaque lutte pour obtenir la reconnaissance et le respect de nos droits est un pas dans la bonne direction. Pensons seulement à la lutte exemplaire menée par les étudiantEs l'hiver dernier. Bien que l'emphase ait été mise sur la coupure de 103 millions $ dans le régime de prêts et bourses, de nombreuses assemblées générales ont adopté la revendication de gratuité scolaire, à notre plus grande joie d'ailleurs ! Pourtant, il ne suffit pas d'avoir accès à des soins de santé universels ou à une éducation post-secondaire gratuite pour que notre société devienne égalitaire, du jour au lendemain. Chaque jour, nous devons continuer à bosser comme des fous pour assurer notre bien-être et celui de nos proches. Tant que nous serons des marchandises, tant qu'il faudra payer pour avoir le ventre plein et un toit au dessus de nos têtes, nous vivrons dans une société inégalitaire. C'est pourquoi nous sommes convaincuEs qu'il faut détruire ce système fondé sur la propriété privée et le profit pour construire un monde où le travail, les biens et les services n'auront pas de prix. En d'autres mot, une société communiste libertaire.

En plus d'assurer la gratuité et la qualité des services publics, une révolution communiste libertaire devra s'attaquer au problème de la propriété privée en procédant à la socialisation de tout l'appareil de production et de distribution des biens et des services qui aujourd'hui est aux mains des capitalistes. Nous pourrons instaurer le principe de gratuité sur une large échelle lorsque nous aurons aboli toute valeur monétaire à ce qui est produit. En la remplacer par la valeur d'usage, le travail humain pourra alors se concentrer sur ce qui est véritablement essentiel à la société. En contrepartie, les êtres humains pourront compter sur l'ensemble de ce qui est produit pour satisfaire leurs besoins, et non sur ce qu'ils peuvent «se payer». S'il faut exproprier les proprios pour se loger convenablement, et bien soit ! C'est le « prix » à payer pour que la justice, la liberté et l'égalité reprennent leur sens premier. De chacun selon ses moyens, à chacun

CAUSE COMMUNE

Cause commune est le journal de la Fédération des communistes libertaires du nord-est (NEFAC). 3000 exemplaire de ce journal sont distribué gratuitement par des militantEs libertaires, membres ou non de l'organisation. Cause commune se veut un tremplin pour les idées anarchistes, en appui aux mouvements de résistance contre les patrons, les proprios et leurs alliés au gouvernement. Si le journal vous plaît et que vous voulez aider à le diffuser dans votre milieu, contactez le collectif de la NEFAC le plus près de vous.

Abonnement de soutien, 20$ pour un an

Chèque à l'ordre de «Groupe Émile-Henry»

Collectif anarchiste La Nuit
a/s E.H, C.P. 55051, 138 St-Vallier O., Québec (Qc), G1K 1J0

* * *

La NEFAC est une organisation bilingue de révolutionnaires venant de différents mouvements de résistance et s'identifiant à la tradition communiste dans l'anarchisme. Les activités de la fédération sont organisées autour du développement théorique, de la propagande anarchiste et de l'intervention dans la lutte de classes, que ce soit de façon autonome ou par une implication directe dans les mouvements sociaux.

Comme communistes libertaires, nous luttons pour une société sans classe et non-hiérarchique. Nous envisageons une fédération internationale de communautés et de lieux de travail radicalement démocratiques et autogérés. Pour atteindre cette société, notre classe abolira le salariat et socialisera toutes les industries, les moyens de production et de distribution. Nous rejetons la division du travail qui condamne un individu à une vie d'activités restreintes pour les seules fins de l'économie marchande. L'abolition des marchés et de la valeur d'échange permettra la satisfaction des besoins humains en adhérant au principe communiste: «de chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins».

Contacts:
Montréal : mtl@nefac.net
Québec : nefacquebec@yahoo.ca
Sherbrooke : sherbrooke@nefac.net
St-George : st-georges@nefac.net

Pour vous tenir au courant de nos activités, vous pouvez vous abonner à notre nouvelle liste de diffusion «info@nefac.net». Il s'agit d'une liste électronique relativement «légère» (pas plus de 8 courriels par semaine) sur laquelle nous diffusons communiqués, articles et annonces d'événements publics. C'est gratuit! Pour vous abonner, écrivez simplement à info@nefac.net en mentionnant «abonnement à la liste» dans le champ «sujet».

Contre les patrons et les frontières
AUX CÔTÉS DES SANS-STATUT!

Du 18 au 25 juin se tenait une importante marche sur Ottawa revendicant la régularisation de tous les sans-statut et sans-papier du pays. Des membres de la NEFAC de Montréal, de Québec et de Sherbrooke ont participé à la marche. Voici le texte du tract qu'ils ont diffusé sur place.



La bannière de «devinez qui» au départ de la marche à Montréal (photo:

Il semble évident d'affirmer que les anarchistes sont contre toutes les frontières. Elles n'ont pas leur place dans une société libre telle que nous la concevons. Malheureusement, le capitalisme ne créé pas des sociétés libres. Présentement, nous vivons dans un monde où l'obsession sécuritaire et la phobie de «l'autre» priment sur la liberté et l'ouverture vers l'extérieur. Nos frontières se referment, les déportations se multiplient.

Pourtant, on estime que près de 500 000 immigrant-e-s sans-statut vivent au Canada. Ils et elles font partie du tissu social de notre pays. Ces personnes travaillent à nos côtés et leurs enfants fréquentent (quand ils le peuvent) les mêmes écoles que les nôtres. Ces personnes, rendues «illégales» par l'État, sont tolérées pour les besoins du profit. Avec le travail à rabais qu'elles font dans des sweatshops, dans des restaurants et ailleurs, les patrons s'enrichissent encore plus substantiellement que lors d'une relation d'exploitation «normale». Le discours officiel de la classe dirigeante est celui de la tolérance zéro envers les sans-statut. En réalité, si la tolérance zéro était appliquée, l'économie canadienne serait en crise. Dans un élan d'honnêteté, le *Financial Times* disait en 2000 que le boom économique de la fin des années '90 aux États-Unis a été rendu possible grâce aux «anges illicites du miracle économique Américain» , qu'une grande partie de la richesse créée était le fruit du travail de près de 10 millions de latino-américains «illégaux» qui occupaient les emplois les plus difficiles du marché.

En fait, la devise du capitalisme sur la question est «l'immigration : oui. Les droits sociaux : non». Il est offert aux nouveaux arrivants de vivre et de se faire exploiter dans la clandestinité, mais l'accès aux services sociaux et à la richesse collective leur est refusé. La répression, elle, n'est jamais trop loin, assurant que les sans-statut vivent dans un climat de peur favorisant la docilité.

L'importance de la marche «Personne n'est illégale» de Montréal à Ottawa réside dans le fait qu'elle est organisée par un réseau de groupes autonomes d'immigrantEs et de réfugiéEs. Les sans-droit et les sans-statut prennent leur situation en main! Il faut dire que les structures des mouvements sociaux «officiels», comme les centrales syndicales, leur font la sourde oreille depuis des années, hésitant à prendre des mesures concrètes pour les intégrer au mouvement ouvrier. Notons que l'appui à la marche des Travailleurs Canadiens de l'Automobile (TCA) et de d'autres syndicats est un pas dans la bonne direction... (voir la liste complète à solidaritésansfrontieres.org).

Si nous reculons 100 ans en arrière dans l'histoire, nous retrouvons une autre initiative importante en termes d'auto-organisation de travailleurs-euses immigrantEs. BoudéEs par l'*American Federation of Labour* (AFL), qui n'acceptait en son sein que les travailleurs qualifiés et américanisés, les travailleurs-euses immigrantEs et précaires ont fondé les *Industrial Workers of the World* (IWW), un syndicat révolutionnaire qui a marqué l'histoire et l'imaginaire du mouvement ouvrier nord-américain. Aujourd'hui, il est possible de croire qu'un renouveau des luttes sociales combatives s'opérera et que ces luttes seront menées par les plus marginalisés de la société.

Nous encourageons les habitantEs des villes et des villages qui sont sur le chemin de la marche à sortir en grand nombre lors de son passage pour montrer votre solidarité. Les travailleurs-euses canadien-nes ont beaucoup plus à gagner à s'allier avec les sans-statut qu'avec les patrons et le gouvernement! Ensemble, dans la cooperation internationaliste, nous pouvons nous émanciper des contraintes économiques et des oppressions sociales. Nous faisons partie d'un mouvement grandissant de personnes et de groupes qui veulent en finir avec les

APRÈS SEIZE MOIS D'EMPRISONNEMENT INJUSTIFIÉ
Cherfi reconnu comme réfugié politique aux États-Unis

Après seize mois de détention injustifiée, le Board of Immigration Appeal des États-Unis a finalement reconnu Mohamed Cherfi comme réfugié politique, renversant ainsi la décision de la Cour américaine du 22 octobre dernier.

Cette décision met en lumière toute l'injustice dont a souffert Mohamed dans le cadre du traitement de sa demande d'immigration au Canada et au Québec. Il est clair que c'est bien une vengeance politique de l'État canadien dirigée contre Mohamed qui a motivé sa brutale déportation en mars 2004 vers les États-Unis et non des critères administratifs (comme le clame les autorités canadiennes et québécoises depuis des mois) !

Bien que Mohamed soit encore incarcéré à Batavia, il vient de remporter une lutte aussi vitale qu'éprouvante pour lui et sa conjointe, Louise Boivin. Éprouvante parce que sa santé physique et psychologique ont été durement affectées depuis son enlèvement au sanctuaire de l'Église unie St-Pierre par les flics du maire l'Allier jusqu'à son emprisonnement à la prison de Batavia où il croupit depuis seize mois. Vitale parce que dans le jugement américain (qui donne raison à Mohamed sur toute la ligne), il est reconnu que Mohamed risque la persécution en Algérie pour avoir été porte-parole du Comité d'action des sans-statut algériens (CASS) et pour avoir critiqué publiquement la situation des droits de l'homme en Algérie. De plus, ce jugement américain constitue un précédant juridique pour tous les sans-statuts algériens qui se battent pour éviter la déportation vers l'Algérie. Il y est confirmé qu'il existe des pratiques de représailles en Algérie dirigées contre les ressortissants qui osent critiquer le système tortionnaire en place.

Par ailleurs, cette décision vient prouver que le Québec et le Canada se sont acharnés sur Mohamed parce que c'était un militant actif dans sa communauté[1]. En effet, son travail au sein du CASS a grandement contribué à la régularisation de nombreux sans-statut algériens. Mais, les autorités n'ont évidemment pas l'audace politique d'affirmer que leurs politiques d'immigration racistes et élitistes favorisent les immigrants riches et lettrés plutôt que des réfugiés qui s'organisent politiquement afin d'améliorer leurs conditions de survie. Ces mêmes autorités ne sauraient reconnaître que l'économie canadienne dépend du travail des réfugiéEs et des immigrantEs qui constituent un bassin de travailleurEs faciles à terroriser et à exploiter, surtout quand ces dernierEs sont menacéEs d'être déportéEs[2].

Le 2 juin dernier, la ministre québécoise de l'Immigration, Lise Thériault, a déclaré à Radio-Canada qu'elle espérait le retour de Mohamed en sol québécois pour la mi-juin. Le mois de juillet est bien entamé et pourtant Mohamed est toujours derrière les barreaux. Alors que la décision américaine a confirmé la légitimité du besoin de protection de ce dernier, les instances administratives québécoises et canadiennes persistent à poser des obstacles bureaucratiques à son retour. Pour le Comité de solidarité avec Cherfi, il est clair que c'est grâce à une lutte politique, entamée il y a plus d'un an, qu'il sera possible d'obtenir le rapatriement de Mohamed. Il est plus que temps que ce défenseur des droits de l'homme soit libéré. Justice pour Mohamed !

Notes:

1. Il est clair que Denis Coderre et ses amis n'ont toujours pas digéré l'occupation du ministère de l'immigration (29 mai 2003) où des militantEs du CASS et de Personne n'est illégal ont été littéralement torturés par la G.R.C. et leurs teasers.

2. En témoigne, le cas révoltant de la famille mexicaine Arellano-Diaz. Les agents d'Immigration Canada n'ont pas hésité à emprisonner les cinq enfants afin que les parents se livrent. Le Canada n'a pas hésité à déporter cette famille même si Lilia Diaz, la mère de la famille, a déclaré qu'elle préférait être déportée partout sauf au Mexique et qu'elle serait même prête à res-

Chronique syndicale
SUR LES LIGNES

Mouvement dans l'hôtellerie

Au moment où vous lirez ces lignes, 4000 syndiquéEs CSN de 22 hôtels de Montréal auront commencé à sortir l'artillerie lourde contre leurs patrons. Les syndiquéEs ont déjà foutu le bordel dans les hôtels pendant une semaine, tenu une grève générale de 24h le 8 juillet à l'occasion de la dernière fin de semaine du Festival de Jazz et sont en route pour la grève illimitée à compter du 15 juillet, juste à temps pour l'ouverture du Festival Juste pour rire et des Championnats de natation de la FINA. Il s'agit là du premier cortège de la «négociation regroupée et coordonnée» qui touche 7000 membres de la CSN sur 9000 dans le secteur de l'hôtellerie québécois. Après Montréal, viendra ensuite Québec à l'automne.

Le rapport de force des syndiquéEs est actuellement à son zénith. Des failles ont déjà commencé à apparaître du côté patronal. Ainsi, afin d'éviter la première grève de 24h du plan d'action syndical, la direction du Centre Sheraton –où travaillent 400 personnes—a signé une entente de principe aux petites heures du matin du 8 juillet. La grève a quand même paralysé 17 autres hôtels de Montréal et Laval et permis une manifestation de 1000 grévistes.

La négociation regroupée, qui permet de contourner l'isolement et la faiblesse propre à l'industrie du service, a été mis sur pied en 1990 par la Fédération du commerce de la CSN. Concrètement, chaque syndicat demeure autonome mais soumet des demandes locales et des revendications communes à tous les autres syndicats (une quarantaine au total). Cette plate-forme commune de dix revendications a été adoptée par les déléguéEs de tous les hôtels les 27, 28 et 29 septembre dernier. Avant de faire une contre-proposition à son employeur sur une demande de la plate-forme commune, le syndicat concerné consulte les autres. Avant le début de la négociation, chaque syndicat a adopté le protocole de coordination en assemblée générale.

Les revendications de cette sixième négociation regroupée visent essentiellement un meilleur partage des richesses dans cette industrie qui fait des affaires d'or. Les syndiquéEs revendiquent notamment une amélioration du régime de retraite (et la possibilité de réduire la semaine de travail après l'âge de 50 ans), une protection contre la sous-traitance, une baisse de leur part dans les primes d'assurance collective, et des augmentations de salaire de 5% par année sur trois ans. Autre enjeu majeur, les syndicats veulent que les conventions collectives de toute la province arrivent à échéance en même temps.

La tactique employée par la CSN —qui reprend essentiellement une des plus vieille leçon du syndicalisme— a fait ses preuves et a permis d'améliorer sensiblement les conditions de vie des travailleurs et des travailleuses des hôtels. Malheureusement, elle ne semble pas faire tache d'huile ailleurs au Québec, si ce n'est de façon très locale ou alors seulement face au même employeur. Pourtant, il y aurait sans doute là de quoi réussir à mettre en mouvement bien des employéEs du privé pour qui le syndicalisme n'a actuellement pas grand chose à offrir. S'unir pour lutter



La Page Noire est un centre de diffusion et d'information autogéré. Elle souhaite offrir de la littérature pour aider au développement d'alternatives face au capitalisme et au contrôle de l'État sur nos vies. Une large bibliothèque de près d'un millier d'ouvrages est ainsi mise gratuitement à votre disposition. Un service de librairie est assuré par la vente de dizaines de livres, brochures, revues, disques, films et documentaires engagés.

Coordonnées
412, 3e Avenue
Québec (Québec) G1L 2W1
Tél. : 418.648.8043
Courriel :
lapagenoire@propagande.org
Site web:
lapagenoire.propagande.org

Ouvert tous les jours de 12h à 17h

Mobilisation et alerte rouge au Chiapas.

Suite de la une...



Il est évident que l'annonce de l'alerte rouge a prit tout le monde par surprise, y compris le gouvernement mexicain. Pour l'instant (au moment d'aller sous presse), les choses sont toujours calmes. Cependant, l'appel du sous-commandant Marcos a conduit les troupes régulières, jusque-là affectées à l'organisation sociale dans les communautés zapatistes, à reprendre le chemin de leur caserne pour la mobilisation générale de ses membres. De plus, l'EZLN a annoncé la fermeture des «comités de bon gouvernement» (les municipalités autonomes zapatistes), ainsi que leur site internet officiel, en précisant que seuls les services de santé seront assurés. Bien qu'il n'y ait pas eu d'affrontement depuis 1995 et que, pour le moment, les habitants poursuivent leurs routines habituelles, il semble que l'Armée zapatiste se soit réellement remise en marche et cela pour franchir une nouvelle étape dans leur guérilla. Pour ce qui est des revendications, il semble qu'elles soient pratiquement les mêmes, c'est-à-dire : convocation d'élection propre et lutte contre la fraude électorale (empiétant-là sur un terrain jusqu'à présent réservé aux partis traditionnels d'opposition); reconnaissance de l'EZLN comme force belligérante mexicaine composée majoritairement d'Amérindiens; d'une présentation, par les femmes zapatistes, de la voie révolutionnaires des femmes (affirmant le droit des femmes à s'engager dans la vie politique et dénonçant la violence qui leur est faite); ainsi que la dénonciation des conditions de vie dans l'état du Chiapas, où la réforme agraire n'a pu s'imposer à cause de l'agressivité d'une oligarchie organisée et regroupée autour de riches éleveurs et propriétaires terriens.[2] Les zapatistes revendiquent donc une démocratie directe, l'horizontalité des différents mouvements (jeunes, femmes, paysans, etc.), tout en mettant de l'avant «l'autonomie de fait en jetant les bases d'une nouvelle société, d'un nouveau pouvoir, changer le monde non pas depuis les institutions mais depuis des mouvements sociaux porteurs de leur propre projet de transformation sociale».[3] Pour l'instant, nous ne pouvons qu'attendre et crier haut et fort notre soutient aux forces zapatistes dans leurs actions révolutionnaires.

Notes:

1 Communiqué de l'EZLN. www.nouvelobs.com

2 À ce sujet, voir le livre de Marie-Josée Nadal

3 Alternative libertaire, *Zapatisme et mouvements sociaux,* janvier 2004, p. 16-17 . www.alternativelibertaire.org

LE MLNQ À QUÉBEC :
FACHOS, HORS DE NOS RUES !

Une fois de plus, le Mouvement de libération nationale du Québec (MLNQ) a manifesté à Québec contre le Canada Day le 1er juillet dernier. Cette année, un groupe de militantEs libertaires était présent pour «accueillir» les ultra-nationalistes à leur point de rendez-vous, devant l'Hôtel de Ville. Ils et elles ont alors déployé deux bannières («Contre l'extrême-droite, riposte immédiate» et «Contre le racisme et l'exploitation: ya basta!») et distribué un tract aux mlnquistes d'abord, aux passants et médias ensuite. À plusieurs occasion, les manifestantEs antifascistes ont fait comprendre au chef du MLNQ, Raymond Villeneuve, et son fidèle chien-de-poche, Pierre Falardeau, ce qu'ils/elles pensaient de leurs idées réactionnaires. Après un face à face de 45 minutes, les militants et sympathisants du MLNQ ont quitté l'Hôtel de Ville en direction de la Terrasse Dufferin, non sans avoir gueulé bon nombre de slogans racistes.

Malgré leur petit nombre, les antifascistes ont réussi à mettre leur grain de sable dans l'engrenage des ultra-nationalistes. Si il le faut, nous serons de retour l'an prochain pour dire notre façon de penser aux mlnKKKistes. Voici le texte diffusé par les libertaires à cette occasion.

* * *

Comme à chaque 1er juillet, les membres du Mouvement de libération nationale du Québec (MLNQ) manifestent dans notre ville contre le Canada Day. Ils profitent de cette tribune pour répandre leur venin ultra-nationaliste et chauvin, le discours contre l'immigration et revendiquer la suprématie des «Québécois de souche». C'est la même rengaine que les nostalgiques du Chanoine Groulx, le vieux fond de commerce du nationalisme ethnique.

Leur président auto-proclamé, Raymond Villeneuve, n'a jamais hésité à s'associer aux éléments les plus réactionnaires de la société québécoise, de Paul Biron (militant pro-vie notoire), en passant par le masculiniste Yves Ménard ou le groupuscule néo-nazi «Les Fils du Vinalnd». Le MLNQ ne s'est jamais auto-critiqué. Pire, il continue à accepter dans ses rangs des pourritures racistes. Niant le problème, le MLNQ s'est contenté de modifier sur papier ses positions les plus choquantes (comme de réclamer un moratoire sur l'immigration). Mais dans les faits, rien n'a changé. Chaque fois que Villeneuve ou ses fidèles acolytes prennent la parole, c'est pour attaquer la diversité du peuple québécois, les valeurs de liberté, d'égalité et de solidarité. C'est ce qui a fait fuir bon nombre de militants progressistes de cette organisation. Nous espérons que les membres du MLNQ sauront voir clair dans le petit jeu de leur Duce et quitteront cette organisation autoritaire et xénophobe.

Marre des ultra-nationalistes bleus ou rouges…
Fachos, hors de nos rues!

Solidarité & Résistance Antifasciste